

LA LOI POUR TOUS

Consultations légales, par Letarte & Rioux, avocats du Barreau de Québec.

Avis important.—Nos correspondants que cette page intéresse sont instamment priés de tenir compte des règles suivantes établies par le journal. 1o Seuls les abonnés peuvent bénéficier de ce service de consultations c'est pourquoi toute demande de renseignements doit être signée, afin que nous puissions constater si le correspondant est abonné. 2o Les questions doivent être adressées directement au Bulletin. 3o Nos avocats consultants ne sont tenus de répondre qu'aux questions ordinaires, usuelles, concernant les lois qui gouvernent les choses de la vie rurale. Les cas extraordinaires, ou qui nécessiteraient une longue étude, sont choses à traiter entre le correspondant et les avocats. 4o Si le correspondant désire une réponse immédiate, par lettre, nos avocats consultants peuvent exiger des honoraires.

ASSURANCE DE PAROISSE.—(Réponse à C. P.)—Q. Je suis protégé par une assurance de paroisse et je paye mes taxes au gouvernement. Les directeurs de cette assurance ont-ils le droit de faire entrer dans l'assurance les forges publiques?

R. Il n'existe pas d'exception vis-à-vis des forges publiques dans la loi qui concerne les compagnies d'assurance mutuelle d'une municipalité. Et nous croyons que la municipalité a le droit d'assurer dans l'assurance municipale toute propriété imposable dans son territoire, c'est ce que dit l'article 6870 des Statuts Refondus de 1909, qui se lit comme suit: "Le Conseil de toute municipalité rurale peut faire un règlement pour établir une compagnie d'assurance mutuelle à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments".

En vertu de l'article 6871, il doit être fait par les évaluateurs de la municipalité, l'évaluation des bâtiments. Ce rôle spécial peut être amendé par le conseil et cela au cours d'une assemblée publique convoquée en la manière ordinaire. A cette assemblée, le conseil peut s'objecter à ce que tel ou tel bâtiment soit assuré. Le public intéressé à aussi le droit, à cette assemblée publique, de faire valoir les objections qu'il peut avoir contre les assurances de tel ou tel bâtiment situé dans la municipalité. Nous croyons donc que si les contribuables et assurés de la municipalité où demeure notre correspondant ont à se plaindre de trop grands risques courus relativement à l'assurance des forges, publiques, ils devraient demander à la municipalité d'amender le rôle spécial dont nous avons déjà parlé, afin que leur responsabilité soit diminuée d'autant, et que le conseil puisse agir d'une façon légale.

DOMMAGES PAR LES CHAUSSEES.—(Réponse à N. M. T.)—Q. J'ai vendu un canal de 12 pieds de largeur et dans le bout de ce canal se trouve une chaussée qui surélève les eaux d'une façon appréciable. Aujourd'hui, mon voisin a refait une nouvelle chaussée pour remplacer l'ancienne, mais il l'a construite beaucoup plus élevée, de telle sorte que les eaux empiètent sur mon terrain davantage. Ai-je le droit de me faire payer des dommages?

R. Il est clair que le voisin de notre correspondant est responsable de tous les dommages que peut causer la trop grande élévation de sa chaussée; en effet, quoique notre correspondant ait vendu ses droits sur la chaussée qu'il avait construite lui-même et qu'il ne puisse se plaindre par conséquent de son existence, il a tout de même le droit d'exiger que son voisin n'empiète pas davantage sur sa propriété, conséquemment, nous croyons que des dommages peuvent être réclamés, et que ces dommages doivent être évalués à dire d'experts, tel que le veut les Statuts refondus de la Province de Québec, dont nous avons déjà cité les articles au long. Pour ne pas nous répéter, disons que notre correspondant devra, s'il existe des dommages, demander d'abord à son voisin de choisir un expert pour lui-même, pendant que notre correspondant choisira le sien; les deux experts, après avoir prêté serment, devront faire l'évaluation des dommages. Dans le cas où ces deux hommes ne s'accorderaient pas, ils ont le droit d'en demander un troisième pour trancher la question.

PROPRIETE DE LA MUNICIPALITE.—(Réponse à L. D.)—Q. Le maire et les autres officiers du conseil ont-ils le droit de garder, comme leur propriété, les codes qui leur ont été fournis par la corporation municipale, après avoir abandonné leur charge?

R. Nous ne croyons pas que le maire et les autres officiers du conseil puissent s'approprier de ce qui appartient à la municipalité, à moins que celle-ci n'y consente. Notre opinion se base sur l'article 161 du Code municipal qui déclare: "Le secrétaire-trésorier a la garde de tous les livres, registres, archives et autres documents et papiers, etc., conservés dans le bureau de la corporation".

Nous pouvons considérer la question à un autre point de vue, si les codes en question avaient été donnés personnellement et gratuitement au maire et aux conseillers, même en leur qualité d'officiers, publics, nous croyons alors qu'ils pourraient les garder en leur possession.

COUPE DE BOIS CHEZ AUTRUI.—(Réponse à P. D.)—Q. Je possède un lot sur lequel j'ai déjà fait plusieurs paiements, ce lot est borné à des limites à bois exploité par une compagnie; or, il y a quelques temps, je me suis aperçu que la compagnie voisine avait coupé sur mon lot, sans permission, près de 1000 billots. Je voudrais savoir quels sont mes droits sur ces billots? Puis-je réclamer de la compagnie le prix du bois qu'elle a coupé chez-moi?

R. Il est vrai que notre correspondant n'a pas le droit de vendre la coupe du bois sur son lot, avant que ce lot soit devenu sa pleine et entière propriété et qu'il en possède tous les titres définitifs. Mais ceci n'empêche pas que notre correspondant a le droit de réclamer d'une personne qui entre chez lui et s'empare de son bois, le prix de ce bois, après expertise et évaluation. Pour notre correspondant, le meilleur moyen est de ne pas ébruiter la chose, et de se faire payer par la compagnie en faute la quantité de bois, dont elle s'est emparé illégalement. Notre correspondant, n'ayant pas cédé la coupe de bois, n'est certainement pas en faute et ne peut être inquiété du fait qu'il est victime d'événements dont il n'a pas le contrôle, et au surplus, nous ne croyons pas qu'il soit obligé de demander aucun permis de coupe puisqu'il n'a pas l'intention apparentement de vendre le bois de son lot à des industriels. Nous conseillons donc à notre correspondant de se mettre en communication sans délai avec la compagnie qui est actuellement en possession des billots et qui les a coupés, afin de régler cette chose à l'amiable, si possible. Au cas où il compagnie refuserait de rembourser le prix du bois, il faudrait que notre correspondant s'adresse à un avocat qui ferait les démarches nécessaires pour lui donner satisfaction.

ACCIDENT DE TRAVAIL.—(Réponse à H. L.)—Q. En mars dernier, un ouvrier travaillait, disons pour Monsieur "X", sur une machine à lattes installée dans un moulin à scie dont Monsieur "X" avait loué le pouvoir. L'ouvrier en question eut la main droite complètement coupée par la scie ronde de la machine. Le locataire pour qui cet homme travaillait ne veut pas payer les frais d'hôpital, ni aucune autre indemnité.

L'ouvrier blessé peut-il se faire payer une indemnité par les propriétaires du moulin, et ceux-ci sont-ils responsables, ou si le locataire du moulin est seul responsable de cette indemnité?

R. La loi qui régit les accidents de ce genre est connue sous le nom de "loi des accidents du travail", et comme l'employé a été blessé dans le présent cas, dans un moulin où en employé des machines mues par une force mécanique, la loi des accidents du travail s'applique certainement. Et dans le cas, où l'ouvrier pourrait établir que l'accident en question lui a enlevé sa pleine capacité de travailler, il aurait le droit, en vertu de la dite loi, d'exiger une indemnité de \$3,000.00.

Ces détails fixés, il est maintenant important de savoir qui est responsable de l'accident. Il est clair que c'est le patron à l'emploi de qui l'ouvrier travaillait. Dans la circonstance, nous comprenons que l'ouvrier travaillait pour le locataire du moulin et non pour le propriétaire; c'est pourquoi nous sommes d'opinion que l'action devrait être intentée contre le locataire du moulin, puisque c'est le véritable patron en l'espèce. Il est bien entendu, cependant que si le locataire du moulin travaillait plutôt comme gérant des propriétaires, ces derniers pourraient être poursuivis personnellement.

(Suite à la page 773)

UTILES ET NECESSAIRES SUR UNE FERME

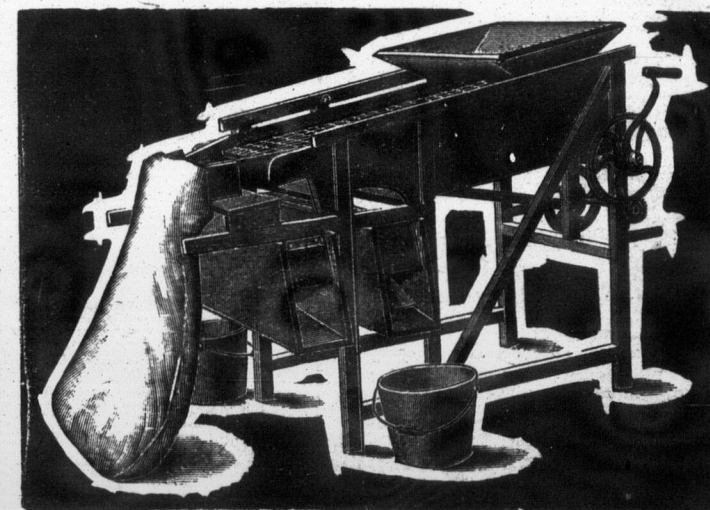
C'est le temps de vous procurer à bon compte ces objets utiles et nécessaires sur la ferme.

Transigeant sans le concours d'intermédiaires, nos prix sont fort intéressants et vous conviendront. Ils signifient une grosse économie pour le cultivateur.

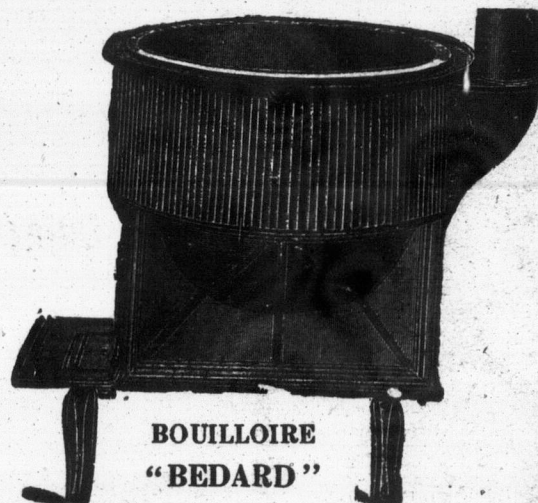
LA BOUILLOIRE "BEDARD"

La Bouilloire de Ferme "BEDARD", en fonte de toute première qualité, est fabriquée dans quatre grandeurs différentes, dont la capacité en gallons impériaux varie de 20 à 50 gallons.

Il y a une grandeur pour répondre à vos besoins.



SEPARATEUR "BEDARD"



BOUILLOIRE "BEDARD"

LE SEPARATEUR A PATATES "BEDARD"

POUR CLASSIFIER VOS PATATES ET OBTENIR LES PLUS HAUTS PRIX

Cette machine bien faite et très simple d'opération est reconnue comme indispensable pour l'agriculteur qui veut retirer plus de la vente de sa récolte, au moyen de la classification.

Le séparateur "BEDARD" divise les tubercules en trois catégories, il fonctionne admirablement et son prix est à la portée de tous.

DEMANDEZ NOS PRIX

LA CIE BEDARD LTEE

L'ASSOMPTION - QUE.

LA LOI POUR

(Suite de la page 773)

DROIT DE PASSAGE.—(Réponse à N. M. T.)—Q. Mon voisin a un chemin dont il se sert de trente ans qu'il a déplacé; ce chemin se trouve sur une terre qui se trouve de la maison jusqu'au chemin n'est pas pourvu de toute sa largeur, et ce mon voisin ne les ferme ni te que mes animaux peuvent champ de passage et cause soit sur ma terre, soit de voisins. Ce voisin a-t-il la prescription, et re de son droit de passage des dommages qui à la l'important?

R. Nous l'avons déjà reprises dans nos consultations civil veut qu'il n'existe sans titre; en d'autres termes, peut passer sur la terre dant 30, 35, 40 ans, sans acquérir le droit de passage d'acte enregistré sur nant le droit de passage propriétaire du terrain passage s'exerce. Pour disons que la prescription avoir effet en faveur d'un passe chez une autre personne n'a pas de titre pour le passage. Conséquemment convaincus que le voisin pendant ne passe chez simple tolérance, et en c correspondant peut tout son voisin l'accès de l'effet, notre correspondant propriétaire de son terrain étendue comme s'il n'avait pas de titre pour le passage. On est chez soi on ne peut dire à autrui d'empiéter.

Du DECOUVERT.—(Réponse à H.)—Q. Je suis propriétaire portant le numéro toutes les branches d'arbres sur ma ferme jus séparation touchant le voisin qui possède le droit de couper les branches de fossé qui fait la ligne; prétends appartenir à entre le fossé et ma forcer mon voisin à couper ou à les enlever?

R. Il est bien vrai que la propriété est limitée au non à la clôture construite conséquemment, nous croyons pendant obligé à couper trouvent entre la clôture ligne et nous croyons qu'il n'y peut être obligé. Notre correspondant a toujours le droit de découvrir c'est-à-dire qu'il peut l'inspecteur agraire de son a verbalement, soit par écrit est de nécessité d'arbres nuisent à un terrain être ordonné au voisin, ces arbres, par ordre l'inspecteur agraire de arbres dans les trente d'une étendue de quinze sur toute la ligne de séparation terrain cultivé. Il est évident que les arbres qui sont l'embellissement de la terre ne sont pas sous le coup de la loi.

DETAIL DES TAILLES.—(Réponse à J. F.)—Q. Je suis propriétaire d'une municipalité que le secrétaire de la municipalité mentionne sur son registre dépenses pour le chemin en dehors de la terre. Le contribuable intéressé à la propriété qui traverse le chemin à ses voisins, entretient à perpétuité le chemin de front.

Depuis ce temps, les charges de la corporation voisines qui sont devenues parties de ma terre de la

Voir conditions de notre grand concours d'abonnement, pages 817, 819, 820 et 821

Voir conditions